

COMMUNIQUE DE PRESSE

« Plan équilibre 22-26 » du Gouvernement jurassien : l'AJAS entre déception et inquiétude.

Delémont, le 12 octobre 2022 : L'annonce des mesures d'austérité par le Gouvernement jurassien a provoqué une vague d'inquiétude dans les institutions sociales. L'AJAS, l'association jurassienne pour l'action sociale, se fait le relais de ce qui se vit sur le terrain et des pressions exercées depuis 2014 et le plan Optima. L'AJAS souhaite être entendue et associée à la réévaluation des mesures proposées.

Le sentiment qui prédomine est que rien ne suffit jamais et que la déconnexion avec le terrain ne cesse de croître. Les mesures annoncées détonnent sur le fond, mais surtout sur la forme.

Le fond...

Les mesures d'économie concernent directement les prestations proposées à la population. Dans un contexte social difficile mis en lumière par le Canton dans son Rapport social, ces mesures sonnent le glas d'une politique sociale coordonnée apportant des réponses concrètes aux problèmes rencontrés par une partie croissante de la population. L'Etat a le devoir de proposer des prestations à la population, dont certaines sont d'ailleurs imposées par la Confédération.

Dans ce sens, l'élévation du seuil d'accès aux subsides pour caisse maladie ou l'augmentation de la participation financière des parents lors de placements hors canton, vont sensiblement péjorer la situation financière de centaines d'usagers.

Certaines mesures proposent des réflexions nouvelles dans le travail social. L'AJAS s'en réjouit et veut être un des moteurs de l'innovation. L'innovation implique des investissements financiers et du temps. Imaginer obtenir des résultats en commençant par un plan d'économies et en déployant des projets majeurs sur 3 ans ne semble pas réaliste. Ce d'autant que ces projets n'ont pas été discutés avec les institutions concernées.

Enfin, les injonctions, quelques fois indirectes, à baisser drastiquement les salaires de la branche, est le reflet d'une méconnaissance profonde des métiers du domaine social. La période Covid a confirmé qu'au même titre que les professionnels de la santé, celles et ceux du domaine social sont en première ligne, en contact direct avec les usagers.

Les compétences professionnelles, la pénibilité et la charge émotionnelle de ces professions doivent être reconnues.

Et la forme.

Le budget 2022 avait déjà été placé sous le signe de l'austérité, les institutions sociales contribuant prioritairement à l'effort demandé. La forme avait déjà été contestée : à quelques heures de la présentation au Parlement, les institutions avaient été informées des montants à économiser, sans discussion ni négociation préalable.

Les institutions sociales sont conscientes des réalités financières. Elles sont également conscientes des réalités sociales, vécues au quotidien. Elles sont prêtes à contribuer au juste équilibre à trouver entre les besoins d'une part et les ressources de l'autre.

Pour réussir cet exercice, elles doivent être participatives du processus dans son intégralité.

Quelles perspectives ?

En septembre dernier l'AJAS exprimait ses inquiétudes sur la situation sociale dans le canton et résumait les attentes fortes des acteur.trices du domaine, en premier lieu des usager.ères, quant aux mesures urgentes à mettre en œuvre.

L'AJAS demande aux autorités cantonales que les institutions sociales soient associées à la réévaluation des mesures proposées. Dans l'intervalle, il est proposé de renoncer l'introduction des mesures au 1^{er} janvier 2023.

Association jurassienne
pour l'action sociale (AJAS).

Delémont, le 12 octobre 2022

Pour tout renseignement complémentaire :

M. Pierluigi Fedele, 079 137 04 69, pierluigi.fedele@ajam.ch

M. Gérard Bonvallat, 078 646 90 93 gerard.bonvallat@ne.ch